

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Ossouka Raponda au forum Africa CEO à Abidjan



Photo: DR

Le Premier ministre Ossouka Raponda ici lors d'un panel aux côtés des membres de son gouvernement et chefs d'entreprises présents à Abidjan.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

UN mois après avoir pris part à Abidjan à la 15^e session de la Conférence des Parties (COP15) de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka Raponda, est de retour en Côte d'Ivoire. Cette fois, dans le cadre de la 10^e édition de l'Africa CEO Forum ouverte hier à Abidjan. Elle y représente le président de la République, Ali Bongo Ondimba, aux côtés de plusieurs chefs d'État et de gouvernement, dont Alasane Dramane Ouattara (Côte d'Ivoire).

L'Africa CEO Forum est présenté

comme étant le plus grand rendez-vous international du secteur privé africain. Cette fois, ce sont plus de 1 500 grands décideurs de l'industrie, de la finance et de la politique qui sont présents à Abidjan, pour tenter de booster l'impact des entreprises du continent noir. Et deux jours durant, les participants s'attacheront à proposer de nouvelles voies pour la croissance africaine. Notamment au moment où le monde se relève de l'impact négatif sur le plan économique du Covid-19. Fondé en 2012, l'Africa CEO Forum réunit, chaque année, les dirigeants des plus grandes entreprises africaines, des investisseurs internationaux, des dirigeants de multinationales, des chefs d'État, des ministres et des

représentants des principales institutions financières actives sur le continent. Lieu de rencontres de haut niveau, d'échanges, de partage d'expériences et de décryptage des tendances affectant le monde des affaires, l'Africa CEO Forum propose des solutions concrètes et innovantes pour faire avancer le continent et ses entreprises.

Soulignons, en outre, qu'il soit question de croissance durable, de création d'emplois ou d'accompagner le développement de champions nationaux et régionaux, l'Africa CEO Forum entend œuvrer au dialogue public-privé plus que jamais primordial pour réussir l'ambition de faire de l'Afrique, un continent souverain et autonome.

"CAP 23" : Jean Eyeghe Ndong justifie son nouveau positionnement

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

"On fait la politique avec la tête et non avec le cœur", dicit Jean Eyeghe Ndong, ancien Premier ministre de feu Omar Bongo passé dans les rangs de l'opposition avant de revenir par la suite dans les bonnes grâces du pouvoir. Cette phrase prononcée le week-end écoulé est loin d'être anodine et en dit long sur le choix de son ralliement au "pouvoir". Après avoir tourné casaque de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) de Jean Ping et déclaré "se mettre à la disposition de l'État", le "natif de Nkembo", dans le 2^e arrondissement de la commune de Libreville, a porté sur les fonts baptismaux le "Comité d'actions politique" (CAP 2023).

Un revirement politique qui a très certainement milité en faveur de sa nomination au poste de Haut-commissaire de la République. Et pour prouver à la face du monde que le divorce est bel et bien consommé avec "ses amis de l'opposition", ce dernier vient de reprendre langue avec les populations de son "fief". En effet, ce dernier, le week-end écoulé, a devisé avec les populations du 2^e arrondissement de Libreville. Comme on pouvait s'y attendre, l'ancien sénateur de cette circonscription électo-



Photo: DR

Jean Eyeghe Ndong accueilli par les populations du 2^e arrondissement, le week-end écoulé.

rale n'a pas manqué d'éclairer l'opinion sur sa nouvelle orientation politique. Non sans inviter les populations à soutenir massivement le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, par ailleurs "Distingué camarade président" du Parti démocratique gabonais (PDG). Occasion pour lui de préciser que sa "mise au service de la République" relève d'un acte hautement patriotique.

Avant de marteler que le programme politique du numéro un gabonais prône le "vivre-ensemble". Bien que n'ayant pas "encore" rallié les "vertes prairies" du parti au pouvoir, "Nza Fé", comme on l'appelle affectueusement du côté de Nkembo, est désormais revenu à ses premières amours politiques. Ou presque. Question fondamentale : aurait-il le courage de franchir le pas en annonçant officiellement et publiquement son retour "à la Maison du Père?"

Miroir du gouvernement

Un rapport très attendu !

RENDEZ-VOUS est donc pris. D'ici la fin du mois prochain, le gouvernement devrait donc publier le rapport sur l'utilisation des fonds alloués au Gabon dans la lutte contre la Covid-19. Son Porte-parole, Alain-Claude Bilie-By-Nze, l'a indiqué au cours de la conférence de presse qu'il a conjointement animée, le 9 juin dernier, à l'auditorium de la Maison Georges-Rawiri, avec le ministre de la Santé, le Dr Guy-Patrick Obiang Ndong.

Le moins que l'on puisse dire est que cette annonce était particulièrement très attendue par l'opinion publique nationale, au regard des allégations ayant donné lieu à l'utilisation de "la manne Covid-19". D'autant plus que dans le même temps, les députés n'ont pas jugé utile de rendre publiques les conclusions de leur enquête liée à

la gestion financière de la crise sanitaire dans notre pays. Et que la plate-forme de la société civile Copil citoyen, le 25 mars dernier, après avoir dénoncé ce comportement des élus au palais Léon-Mba et mené "ses propres investigations", en soit venue à déceler "des anomalies autour de la gestion des 56 milliards de francs CFA qui auraient été octroyés au Gabon dans le cadre de la riposte contre la pandémie". Tout en mettant en avant "le droit de chaque citoyen d'être informé".

Sans oublier que le Fonds monétaire international (FMI) s'est également lancé dans la danse en conditionnant un nouveau décaissement de 124 milliards de nos francs au Gabon à la publication, justement, par le gouvernement, du rapport sur les dépenses publiques en matière de

lutte contre la Covid-19.

Bref, tout le monde ou presque a soif de savoir. D'autant plus que toutes proportions gardées, peu de citoyens peuvent réellement se prévaloir d'avoir bénéficié du soutien plein et entier des pouvoirs publics durant cette pandémie. Tant ils estiment que les mesures prises à cet effet (distribution de kits alimentaires, accompagnement des entreprises, soutien des bailleurs, etc.) n'auront été que "feu de paille".

Dans tous les cas, ce rapport, selon le Porte-parole, répondra aux exigences de transparence et de responsabilité.

J.KOMBILE MOUSSAVOU